



## L'administration Bush élabore des plans pour un bain de sang en Irak

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 19 décembre 2006

[WSWS](#) 19 décembre 2006

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#)

Les reportages sur les discussions au sein de l'administration Bush sur le changement de cap en Irak indique que Washington prépare un autre bain de sang important comme moyen désespéré de sauver son aventure qui se prolonge depuis bientôt quatre ans pour conquérir le pays riche en pétrole.

Le New York Times dimanche avait un article intitulé The Capital Awaits a Masterstroke on Iraq (La capitale attend un coup de maître en Irak), qui indiquait que les options en discussion comprennent ce qui revient à un appui à un génocide contre la population sunnite irakienne autant que le déchaînement délibéré d'un conflit sectaire embrasant toute la région entre les pays à prédominance sunnite et l'Irak et l'Irak, à prédominance chiite.

Cette proposition (largement connue à Washington sous le nom de « la solution des 80 pour cent », c'est-à-dire le pourcentage de la population irakienne que forme les Kurdes et les chiites), écrit le New York Times, « dit essentiellement que Washington devrait arrêter de tenter de réconcilier les chiites et les sunnites et plutôt simplement appuyer les chiites, puisqu'ils sont de toute façon plus nombreux et qu'ils gagneraient probablement dans une lutte à mort. Après tout, est-il expliqué dans la proposition, l'Irak est chiite à 65 pour cent et sunnite à seulement 20 pour cent. »

Le plan a prétendument été défendu par le vice-président Dick Cheney, un des principaux architectes de la guerre en Irak dès son origine.

Une considération clé, ajoute l'article, est le contrôle du pétrole irakien. « Le plus longtemps les Etats-Unis tentent de courtiser les sunnites, le plus ils risquent d'aliéner les chiites et les Kurdes et ce sont eux qui ont le pétrole », déclare le New York Times. « Une poignée d'officiels de l'administration ont défendu l'idée que l'Irak ne va pas rester unifié et va se séparer sur des lignes sectaires. Si tel était le cas, disent-ils, les intérêts américains dictent qu'il faut appuyer les groupes qui contrôlent les régions riches en pétrole. »

Un des embranchements du plan, que le New York Times décrit cyniquement comme une idée « que quelques faucons ont brassé dans les réunions », est une suggestion que les Etats-Unis pourraient bénéficier d'une conflagration sectaire dans toute la région. « Les Etats-Unis pourraient dans les faits porter un coup à l'Irak en appuyant les chiites de l'Irak, car cela approfondirait la cassure entre les chiites et les sunnites et éventuellement, mènerait à une guerre régionale entre les deux confessions », écrit le New York Times. « Et si cela était, alors les chiites — et l'Irak — perdraient parce que s'il y a plus de chiites que de sunnites en Irak et en Iran, il y a plus de sunnites que de chiites presque partout

ailleurs. »

Au même moment, il y a de plus en plus d'indications qu'un « déferlement » d'une dizaines de milliers de soldats américains supplémentaires en Irak aura comme principal objectif d'attaquer la milice loyale à l'imam radical Moqtada al-Sadr, ce qui signifie un assaut brutal sur les masses chiites appauvries de Bagdad.

L'élaboration de telles politiques contradictoires semble moins le produit de calculs diplomatiques et militaires que de folie politique. Sous-tendant ce qui semble du délire, on trouve le désespoir et la désorientation à tous les niveaux de l'Etat américain face à la profonde crise que sa politique a générée.

Ce qui prédomine est la conception qu'avec suffisamment de morts, que ce soit dans un génocide des sunnites, un assaut sanglant contre les chiites ou une combinaison des deux, l'impérialisme américain peut d'une façon ou l'autre éviter une défaite humiliante en Irak.

Les fuites sur les stratégies maintenant sous considération ne font que souligner la criminalité abjecte de la guerre comme de la crise désespérée qui tient l'establishment politique américain, toujours profondément divisé sur la façon de faire face à la débâcle politique et militaire de l'occupation américaine.

Moins de deux semaines après la publication du rapport du Groupe d'étude sur l'Irak, l'administration Bush a rejeté les recommandations du comité visant à réduire le rôle de l'armée américaine en Irak et à entreprendre des procédures diplomatiques afin d'obtenir la coopération des pays voisins, soit l'Iran et la Syrie.

La Maison-Blanche, soutenue par la droite républicaine et les sections les plus impitoyables de l'élite dirigeante américaine, prépare plutôt l'équivalent d'une autre invasion du pays ravagé et une guerre régionale plus importante, avec pour objectifs ultimes de renverser les régimes iraniens et syriens.

Les médias ont rapporté la semaine dernière que le Pentagone avait déjà fait appel aux 3500 soldats de la deuxième brigade de la 82e division aéroportée, actuellement basée à Fort Bragg en Caroline du Nord, pour la préparation d'un déploiement au Koweït le mois prochain. Cela serait le premier contingent d'un « déferlement » prévu qui compterait de 30 000 à 50 000 soldats supplémentaires.

Non seulement l'establishment politique est-il extrêmement divisé sur la façon d'aller de l'avant en Irak, mais le commandement militaire américain l'est tout autant. Certains, comme le général Peter J. Schoomaker, chef d'état-major de l'armée, le général George Casey, commandant en chef en Irak, et le général John Abizaid, commandant des forces américaines au Moyen-Orient, ont mis en doute la valeur d'un « déferlement » de soldats américains en Irak, faisant remarquer qu'une telle augmentation du déploiement ne pourrait être maintenue et que cela pourrait retarder encore plus la prise de direction des opérations de sécurité par les forces irakiennes.

D'un autre côté, plusieurs commandants, à la retraite depuis peu, ont soutenu l'intensification du conflit, et le plan serait appuyé par le lieutenant général Raymond Odierno, qui a assumé la semaine dernière le commandement des troupes de combat en Irak. Odierno a commandé la 4e division d'infanterie dans la province d'Anbar en 2003 et 2004, et s'est forgé la réputation d'avoir mené de dures opérations de contre-insurrection et

de répression qui auraient, selon l'avis de plusieurs, alimenté l'appui populaire à la résistance irakienne.

« Nous allons pourchasser tout, et je dis bien tout individu qui attaquera le gouvernement, qui attaquera les forces de sécurité et qui attaquera les forces de la coalition, peu importe qui il est ou à qui il est associé », a-t-il déclaré lors d'une cérémonie à Bagdad jeudi dernier.

Cette remarque a semblé être un avertissement que la prochaine cible de la nouvelle offensive maintenant en préparation serait l'Armée du Mahdi, la milice chiite loyale à Moqtada al-Sadr. Selon les reportages, le commandement en uniforme du Pentagone a insisté à l'unanimité pour que toute intensification du déploiement de troupes à Bagdad soit accompagnée de règles d'engagement sans restrictions pour les forces américaines qui attaqueraient les partisans de Sadr.

Une telle offensive déclencherait non seulement un coup d'État fomenté par les États-Unis contre l'actuel gouvernement irakien, dans lequel le mouvement de Sadr a un pouvoir considérable, mais entraînerait de nombreuses morts de civils, étant donné qu'une guerre totale serait menée dans les bidonvilles chiites peuplés de Sadr City à Bagdad.

À peine six semaines après que l'opposition populaire croissante à la guerre en Irak ait infligé une étonnante défaite aux urnes à l'administration Bush, il y a tout lieu de croire que la Maison-Blanche ne prévoit pas seulement poursuivre la guerre, mais en plus l'intensifier considérablement.

Pendant ce temps, la direction du Parti démocrate ne démontre aucune conviction ou détermination de la sorte alors qu'elle s'apprête à prendre le contrôle le mois prochain des deux chambres du Congrès américain.

Dimanche, le nouveau dirigeant de la majorité au Sénat, Harry Reid, a déclaré dans une entrevue télévisée qu'il serait prêt à appuyer un « déferlement » des soldats déployés en Irak si cela aidait à atteindre les objectifs plus larges de la stratégie proposée par la commission Baker-Hamilton de réduire le nombre des troupes en Irak au début de l'année 2008.

« Si les commandants sur le terrain disent que ce n'est que pour une courte période, nous allons suivre », a dit Reid, ajoutant qu'une augmentation sur deux ou trois mois serait acceptable, pas une qui traînerait pour 18 ou 24 mois.

Les scrupules du dirigeant démocrate au Sénat ont rapidement été rejetés par un défenseur en vue du « déferlement », l'ancien vice-chef du personnel de l'armée, le général Jack Keane, qui soulignait qu'« il faudrait plusieurs mois simplement pour amener des forces sur le terrain ». Keane a dit que cela prendrait au moins un an et demi pour que les forces élargies puissent supprimer la résistance irakienne.

Pendant ce temps, le sénateur Edward Kennedy du Massachusetts, considéré comme le plus libéral des démocrates au Sénat américain, a exprimé son opposition à toute augmentation du nombre de soldats sur *Fox News*, mais rejetait toute réduction dans le financement de la guerre - le seul moyen, à part la procédure de destitution du président, qu'ont les démocrates pour ralentir l'escalade militaire de l'administration Bush.

« S'il y a une chose à propos des démocrates, c'est que nous allons appuyer nos troupes », a déclaré Kennedy, ajoutant, « nous n'allons pas couper les vivres, en terme de troupes. »

Presser par l'interviewer Chris Wallace d'expliquer pourquoi il n'était pas prêt à voter pour couper le financement de la guerre en Irak, rappelant que c'était la politique des démocrates pendant la guerre du Vietnam, Kennedy a fait remarquer que « C'est une situation bien différente de celle du Vietnam » et « Nous n'en sommes pas à ce point à ce moment-ci. »

La différence réside dans le fait qu'en Irak, des sections décisives de l'élite dirigeante américaine demeurent déterminées à poursuivre l'objectif d'établir la domination des États-Unis sur une des plus grandes réserves de pétrole au monde au moyen de la force militaire et d'une domination coloniale.

Bien qu'il y ait de profondes divisions sur la manière d'atteindre cet objectif, la défense des intérêts géostratégiques du capitalisme américain est soutenue par toutes les factions de l'establishment politique. C'est pour cette raison que les démocrates ont été les complices de l'administration Bush dans la guerre depuis qu'ils ont voté pour autoriser l'invasion non provoquée de l'Irak il y a plus de 4 ans.

La menace croissante d'une escalade militaire contre le peuple irakien qui pourrait potentiellement provoquer une conflagration à travers le Moyen-Orient et mondialement, démontre que l'opposition populaire à la guerre ne peut pas trouver d'expression à travers le système des deux partis établi en Amérique.

Même avant que ne débute la nouvelle session du Sénat, il est clair que la lutte pour mettre fin à la guerre et tenir responsable politiquement et criminellement ceux qui l'ont lancée, ne peut se faire que par l'émergence d'un nouveau mouvement politique indépendant de la classe ouvrière en opposition à l'oligarchie financière et à ses deux partis.

Article original anglais publié le 18 décembre 2006, [WSWS](#).

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Bill Van Auken](#), [WSWS](#), 2006

---

Articles Par : [Bill Van Auken](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)